

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

800 Burrard Street, Room 219

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver

British Columbia

V6Z 0B9

Bid Fax: (604) 775-9381

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT / DOCUMENT CONTIENT DES
EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific Region

800 Burrard Street, Room 219

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver

British C

V6Z 0B9

Title - Sujet General Electrical SOA	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6862-190061/A	Date 2018-12-18
Client Reference No. - N° de référence du client W6862-190061	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWY-019-8509
File No. - N° de dossier PWY-8-41104 (019)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-01-24	Time Zone Fuseau horaire Pacific Standard Time PST
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Ngan, Ken (PWY)	Buyer Id - Id de l'acheteur pwy019
Telephone No. - N° de téléphone (604)671-0219 ()	FAX No. - N° de FAX (604)775-6633
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DND - CFB Comox - Lazo, BC	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)

Cette DOC est pour des commandes subséquentes de moins de \$100,000
Aucune sécurité contractuelle ne sera demandée

OAC : Construction et entretien électrique - Base des Forces canadiennes Comox et autres lieux (C.-B.)

AVIS IMPORTANT AUX OFFRANTS

PAIEMENT SANS DÉLAI DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Principes en matière de paiement sans délai

Services publics et Approvisionnement Canada est d'avis que ces trois principes devraient régir le versement des paiements faits au titre des contrats de construction :

- **Rapidité** : Le Ministère examinera et traitera les factures dans les meilleurs délais. En cas de différend, Services publics et Approvisionnement Canada paiera les éléments non contestés, tout en s'employant à résoudre la question du montant contesté de façon rapide et équitable
- **Transparence** : Le Ministère rendra publics les renseignements sur les paiements versés au titre des contrats de construction, comme les dates de versement des paiements, ainsi que le nom des entreprises, les numéros de contrat et de projet; de leur côté, les entrepreneurs devraient communiquer ces renseignements aux paliers inférieurs
- **Responsabilité partagée** : Les payeurs et les bénéficiaires sont tenus de respecter les conditions de leurs contrats, entre autres leurs obligations liées au versement et à la réception des paiements, ainsi que d'adopter les pratiques exemplaires de l'industrie

Pour plus de renseignements : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/divulgarion-disclosure/psdic-ppci-fra.html>

CE BESOIN COMPORTE DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'instruction particulière IP09 "Exigences relatives à la sécurité industrielle" et la Condition Supplémentaire CS01 "Exigences en matière de sécurité industrielle, lieu de sauvegarde des documents".

APPUYER LE RECOURS AUX APPRENTIS

Le gouvernement du Canada propose de soutenir l'embauche d'apprentis dans le cadre des projets de construction et d'entretien du gouvernement fédéral. . Afin de supporter l'initiative une attestation volontaire est à compléter à l'appendice 7 confirmant l'intention du soumissionnaire d'employer et former de la main d'œuvre

MISE À JOUR SUR L'UTILISATION DE L'AMIANTE DE TPSGC

En date du 1^{er} avril 2016, tous les contrats de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) qui portent sur des projets de nouvelle construction et des rénovations importantes interdiront l'utilisation des matériaux de construction contenant de l'amiante. Pour de plus amples informations veuillez consulter ce lien <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/vedette-features/2016-04-19-00-fra.html>

AJOUT DE TERMINOLOGIE

Prendre connaissance à la condition supplémentaire CS03 de l'ajout de terminologie à la clause R2810D.

TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS- SERVICES DE CONSTRUCTION (IG)

IG01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre
IG02 L'offre
IG03 Identité ou capacité civile de l'offrant
IG04 Taxes applicables
IG05 Frais d'immobilisation
IG06 Liste des sous-traitants et fournisseurs
IG07 Livraison des offres
IG08 Révision des offres
IG09 Rejet de l'offre
IG10 Coûts relatifs aux offres
IG11 Numéro d'entreprise - approvisionnement
IG12 Respect des lois applicables
IG13 Approbation des matériaux de remplacement
IG14 Évaluation du rendement
IG15 Conflit d'intérêts / Avantage indu
IG16 Code de conduite pour l'approvisionnement - offre

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)

IP01 Introduction
IP02 Documents de l'offre
IP03 Demandes de renseignements
IP04 Quantité
IP05 Obligation de TPSGC
IP06 Visite optionnel des lieux
IP07 Révision des offres
IP08 Période de validité des offres
IP09 Exigences relatives à la sécurité industrielle
IP10 Sites Web

CLAUSES OU DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT (DC)

PARTICULARITÉS DE L'OFFRE À COMMANDES (POC)

POC01 Généralités
POC02 Période de l'offre à commandes
POC03 Limite des dépenses pour les commandes subséquentes
POC04 Procédures applicables aux commandes subséquentes
POC05 Responsables de l'offre à commandes

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 Exigences relatives à la sécurité industrielle, lieu de sauvegarde des documents
CS02 Condition d'assurance
CS03 Interprétation

APPENDICE 1	DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ
APPENDICE 2	ÉNONCÉ DES TRAVAUX
APPENDICE 3	PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION
APPENDICE 4	CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE
APPENDICE 5	FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX
APPENDICE 6	RAPPORTS PÉRIODIQUE
APPENDICE 7	ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS
ANNEXE A	LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)
ANNEXE B	ATTESTATION D'ASSURANCE
ANNEXE C	RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS
ANNEXE D	LISTE DES SOUS-TRAITANTS (Pourrais être demandé lors de commandes
subséquentes)	

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS - SERVICES DE CONSTRUCTION (IG)

IG01 (2016-04-04) Dispositions relatives à l'intégrité – offre

1. La *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (la « Politique ») en vigueur à la date d'émission de la demande d'offre ainsi que toutes les directives connexes en vigueur à cette date sont incorporées par renvoi à la demande d'offre et en font partie intégrante. L'offrant doit respecter la Politique et les directives, lesquelles se trouvent à l'adresse suivante : *Politique d'inadmissibilité et de suspension*.
2. En vertu de la Politique, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) suspendra ou pourrait suspendre un offrant ou déterminer son inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada si lui, ses affiliés ou ses premiers sous-traitants sont accusés et reconnus coupables de certaines infractions, et autres circonstances. La liste des fournisseurs inadmissibles et suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité de TPSGC. La Politique décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.
3. En plus de tout autre renseignement exigé dans la demande d'offre, l'offrant doit fournir ce qui suit :
 - a. dans les délais prescrits dans la Politique, tous les renseignements exigés dans la Politique qui sont décrits dans la section intitulée « Renseignements à fournir lors d'une offre, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un contrat immobilier »;
 - b. avec son offre, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, qui se trouve à l'adresse suivante : Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement.
4. Conformément au paragraphe 5, en présentant une offre en réponse à la présente demande d'offre, l'offrant atteste :
 - a. qu'il a lu et qu'il comprend la *Politique d'inadmissibilité et de suspension*;
 - b. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Politique, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Politique;
 - c. qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès de l'offrant ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
 - d. qu'il a fourni avec son offre une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique;
 - e. qu'aucune des infractions criminelles commises au Canada ni aucune autre circonstance décrite dans la Politique et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à lui, à ses affiliés ou aux premiers sous-traitants qu'il propose;
 - f. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.
5. Lorsqu'un offrant est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit soumettre avec son offre un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve à l'adresse Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement.
6. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une attestation ou une déclaration sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si, après l'attribution du contrat le Canada établit que l'offrant a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse, il pourrait résilier le contrat pour manquement.

Conformément à la Politique, le Canada pourrait également déterminer que l'offrant est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fausse ou trompeuse.

IG02 (2014-03-01) L'offre

1. L'offre doit:
 - a. être présentée sur le Formulaire de D'offre et d'acceptation obtenu par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) ou sur une reproduction claire et lisible de ce formulaire qui doit être identique à tous égards au Formulaire d'offre et d'acceptation obtenu par l'entremise du SEAOG;
 - b. doit être établie en fonction des documents d'offre énumérés aux Instructions particulières aux offrans;
 - c. doit être remplie correctement à tous égards;
 - d. être signée par un représentant dûment autorisé par l'offrant; et
 - e. être accompagné de tout autre document précisé ailleurs dans les documents de l'offre où il est stipulé que ledit document doit accompagner l'offre.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 6) de l'IG09, toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du Formulaire d'offre et d'acceptation ou toute condition ou restriction ajoutée à l'offre pourrait constituer une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres entrés sur le Formulaire d'offre et d'acceptation par l'offrant doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent l'offre. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.
3. Les offres envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux documents d'offres.
4. Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), les demandes d'offres et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une demande de d'offres ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les modifications, incluant les demandes de renseignements importantes reçues ainsi que les réponses, au moyen du SEAOG. Il appartient entièrement à l'offrant de consulter de façon régulière le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable et n'assumera aucune responsabilité quant au manquement de la part de l'offrant à consulter les mises-à-jour sur le SEAOG, ni de l'utilisation des services d'avis offerts par un tiers.

IG03 (2015-02-25) Identité ou capacité civile de l'offrant

Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, l'offrant qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de

- a. ce pouvoir de signature;
- b. la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente offre au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

IG04 (2015-02-25) Taxes applicables

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH), et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1^{er} avril 2013.

IG05 (2017-04-27) Frais d'immobilisation

Pour l'application de la CG1.8, de R2810D « Lois, permis et taxes », seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à l'émission de permis de construire doivent être inclus. Les offrants ne doivent pas inclure, dans le montant de leur offre, les sommes correspondantes à des droits spéciaux d'aménagement ou de réaménagement municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à l'établissement des permis de construire.

IG06 (2015-02-25) Liste des sous-traitants et fournisseurs

Nonobstant toute liste de sous-traitants que le l'offrant peut être tenu de déposer dans le cadre de la l'offre, l'offrant devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées dans ledit avis. Le non-respect de ces exigences donnera lieu au rejet de l'offre.

IG07 (2014-03-01) Livraison des offres

1. Le Formulaire d'offre et d'acceptation rempli en bonne et due forme doit être joints et cachetés dans l'enveloppe fournie par l'offrant. L'enveloppe doit être adressée et soumise au bureau désigné sur la page frontispice « Appel d'offres » pour la réception des offres. L'offre doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquée pour la clôture des offres.
2. Sauf indication contraire aux Instructions particulières aux offres
 - a. L'offre doit être en dollars canadiens;
 - b. le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute offre incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.
3. Avant de présenter l'offre l'offrant doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe de retour :
 - a. numéro de l'invitation;
 - b. le nom de l'offrant;
 - c. l'adresse de l'expéditeur; et
 - d. l'heure et la date de clôture.
4. La livraison correcte des offres dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive de l'offrant.

IG08 (2010-01-11) Révision des offres

1. Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des offres au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des offres. Le document doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant l'offre.
2. Une modification à une offre comportant des prix unitaires doit clairement identifier la(les) modification(s) au(x) prix unitaire(s) et préciser au(x)quel(s) des prix unitaires la(les) modification(s) s'applique(nt).
3. Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure devrait clairement indiquer qu'il s'agit d'une confirmation.
4. Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, la ou les révisions irrecevables seulement pourrait/pourraient être rejetées. L'évaluation portera sur l'offre initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

IG09 (2014-09-25) Rejet de l'offre

1. Le Canada n'est tenu d'accepter aucune offre, même la plus basse.
2. Sans limiter la portée générale de l'alinéa 1) de l'IG09, le Canada peut rejeter une offre dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a. les privilèges permettant à l'offrant de présenter des offres ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
 - b. les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans l'offre de présenter des offres sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à faire une offre pour les travaux ou pour à la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter
 - c. L'offrant déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
 - d. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard de l'offrant, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans son offre;
 - e. des profuse à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, l'offrant, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
 - f. Dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le Canada
 - i. le Canada a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux de l'offrant, à un sous-traitant ou à un employé visé dans l'offre; ou
 - ii. Le Canada détermine que le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de l'offre.
3. Dans l'évaluation du rendement de l'offre dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2) (f)(ii) de l'IG09, le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :
- a. la qualité de l'exécution des travaux de l'offre;
 - b. les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
 - c. la gestion générale des travaux de l'offrant et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants.
 - d. l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'offrant lors de l'exécution des travaux.
4. Sans limiter la portée générale des alinéas 1), 2) et 3) de l'IG09, le Canada peut rejeter toute offre selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
- a. le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des offres proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
 - b. la capacité de l'offrant à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
 - c. le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats.
5. Dans les cas où un offre devrait être rejetée conformément aux alinéas 1), 2), 3) ou 4) de l'IG09, pour des motifs distincts-+ de ceux exposés au sous-alinéa 2)(a) de l'IG09, l'autorité contractante le fera savoir à l'offrant et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de l'offre.
6. Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les offres qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre l'offre et les exigences énoncées dans les documents de l'offre peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres offrants.

IG10 (2015-02-25) Coûts relatifs aux offres

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une offre en réponse à la demande de l'offrant. L'offrant sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une offre, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de son offre.

IG11 (2015-02-25) Numéro d'entreprise - approvisionnement

Les offrants doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les offrants peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des

fournisseurs, sur le site Web [Contrats Canada](#). Pour s'inscrire autrement que par Internet, les offrants peuvent communiquer avec [l'agent d'inscription des fournisseurs](#) le plus près.

IG12 (2013-04-25) Respect des lois applicables

1. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations requises pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de l'offre et à l'établissement du contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
2. Aux fins de vérification des exigences mentionnées à l'alinéa 1) de l'IG12, l'offrant doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
3. Le non-respect des exigences exprimées à l'alinéa 2) de l'IG12 donnera lieu au rejet de l'offre.

IG13 (2015-02-25) Approbation des matériaux de remplacement

Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, l'offre doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période d'invitation, on pourra considérer des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des contrats reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours avant la date fixée pour la clôture des offres. Si on approuve des matériaux de remplacement pour les besoins de l'offre, on publiera un addenda aux documents de l'offre.

IG14 (2010-01-11) Évaluation du rendement

1. Les offrants doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.
2. Le formulaire [PWGSC-TPSGC 2913, SELECT](#) - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, est utilisé pour évaluer le rendement.

IG15 (2012-07-16) Conflit d'intérêts / avantage indu

1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les offrants sont avisés que le Canada peut rejeter une offre dans les circonstances suivantes :
 - a. L'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la demande de l'offre; ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts.
 - b. le Canada juge que l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande de l'offres qui n'étaient pas à la disposition des autres offrants et que cela donne ou semble donner au offrant un avantage indu.
2. Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un offrant qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la demande de l'offres (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur de l'offrant ou crée un conflit d'intérêts. L'offrant demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus hauts.
3. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une offre conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra l'offrant et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les offrants ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la demande de l'offre. En déposant une offre, l'offrant déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. L'offrant reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

IG16 (2016-04-04) Code de conduite pour l'approvisionnement – offre

Selon le Code de conduite pour l'approvisionnement, les offres doivent répondre aux demandes de offres de façon honnête, équitable et exhaustive, rendre compte avec exactitude de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans les demandes de offres et les contrats subséquents, et présenter des offres et conclure des contrats que s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations prévues au contrat. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il se conforme au *Code de conduite pour l'approvisionnement*. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)

IP01 INTRODUCTION

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les entreprises en construction à soumettre des propositions pour des offres à commandes. Les offrants sélectionnés devront exécuter des travaux selon les besoins.
2. TPSGC à l'intention d'autoriser au plus une (1) offres à commandes, pour une durée de trois (3) années. La valeur totale en dollars de toutes les offres à commandes est estimée à \$1 050 000.00 (Taxes comprise). Les différentes commandes subséquentes pourront atteindre un maximum de \$60 000.00 chacune (Taxes comprise). Les offrants doivent noter que rien ne garantit que l'on passera des commandes pour l'intégralité ou quelconque montant des offres à commandes; TPSGC attribuera les commandes subséquentes uniquement lorsque des travaux particuliers seront assurer en vertu des offres à commandes seront nécessaires. Veuillez consulter la section PO04, PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES.

IP02 DOCUMENTS DE L'OFFRE

1. Les documents suivants constituent les documents de l'offre:
 - a. Demande d'offre à commande d'offres - Page 1;
 - b. Instructions générales aux offrants – Services de construction;
 - c. Instructions particulières aux offrants;
 - d. Clauses et conditions identifiées aux "Documents du contrat subséquent;
 - e. Dessins et devis;
 - f. Formulaire de proposition de prix et tout appendice s'y rattachant;
 - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une offre constitue une affirmation que l'offrant a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

IP03 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

1. Toute demande de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante dont le nom figure à la demande d'offres à commande (DOC) Page 1 à l'adresse courriel ken.ngan@pwgsc.gc.ca. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG13 toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux offrants, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure sur l'offre - Page 1. Le défaut de se conformer cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

IP04 QUANTITÉ

La quantité des travaux et la dépense estimative précisés dans la DOC ne sont qu'une approximation des besoins. La présentation d'une offre par l'offrant ne constitue pas un engagement du Canada. Le Canada peut passer une ou plusieurs commandes subséquentes dans le cadre d'une offre à commandes.

IP05 OBLIGATION DE TPSGC

Une Demande d'offre à commandes n'engage pas TPSGC à autoriser l'utilisation d'une offre à commandes, ni payer les frais engagés dans le dépôt des offres ou dans la réalisation des études nécessaires leur préparation, ni non plus exécuter des travaux ou établir des contrats à ce titre. TPSGC se réserve le droit de rejeter ou d'autoriser l'utilisation de toute proposition en totalité ou en partie, avec ou sans autre discussion ou négociation. Le Canada se réserve le droit d'annuler ou de modifier la Demande d'offre à commandes à n'importe quel moment.

IP06 VISITE OPTIONNELLE DES LIEUX

On recommande fortement aux soumissionnaires de visiter personnellement les lieux avant de présenter leur soumission afin de bien se renseigner sur la nature et l'ampleur des travaux et de connaître les lieux.

Une visite obligatoire des lieux se déroulera à la date et à l'emplacement suivants :

Date : le 15 janvier 2019 (mardi)

Heure : 10 h 00 HNP

Adresse : 19 Wing Comox, C.P. 1000, Lazo (C.-B.) V0R 2K0.

Intersection : Ryan Road et Military Row, Lazo (C.-B.)

Instructions : Les soumissionnaires doivent se retrouver au bâtiment de la police militaire à côté de l'entrée principale.

IP07 RÉVISION DES OFFRES

Une offre peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément «Instructions générales aux offrans – services de construction». Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (604)775-9381.

IP08 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES

1. L'offre ne peut être retirée pour une période de (180) jours suivant la date de clôture de l'invitation.
2. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des demandes d'offres à commandes. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les offrans auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
3. Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2. ci-haut est acceptée par écrit par tous les offrans qui ont présenté une offre, le Canada pourra poursuivre alors sans tarder l'évaluation des demandes d'offres à commandes et les processus d'approbation.
4. Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2. Ci-haut n'est pas acceptée par écrit par tous les offrans qui ont présenté une offre, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a. poursuivre l'évaluation des demandes d'offres à commandes de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b. annuler la demande d'offre à commande.
5. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de IG09 des «Instructions générales aux offrans – services de construction».

IP09 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE

1. À la date de clôture des offres, l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiquée à la CS01. Tout manquement à se conformer à cette exigence rendra l'offre irrecevable et aucune autre considération ne sera donnée à l'offre.

2. Les membres du personnel de l'offrant retenu, ainsi que tout sous-traitant et les membres de son personnel, qui effectueront quelque partie que ce soit des travaux durant l'exécution du contrat subséquent doivent aussi se conformer aux exigences obligatoires en matière de sécurité du contrat subséquent tel qu'indiqué à l'article CS01 des conditions supplémentaires. **Les membres du personnel ne détenant pas la cote de sécurité requise ne seront pas admis sur les lieux.** Il sera de la responsabilité de l'offrant retenu de s'assurer que exigences en matière de sécurité sont rencontrées tout au long du contrat. Le Canada ne sera pas tenue responsable ou redevable de tout retard ou frais supplémentaires associés avec la non-conformité de l'offrant retenu aux exigences obligatoires en matière de sécurité.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offres devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle

IP10 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Achats et ventes <https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)
[Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf)

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA) <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

TPSGC, Services de sécurité industrielle
<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>

TPSGC, Formulaires relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)
http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505_fra.pdf

Accord Commerciaux
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/Cadre-strat-gique-et-juridique/Accords-commerciaux>

CLAUSES OU DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commande.
 - a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
 - b. Formulaire de proposition de prix et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
 - c. Dessins et devis;
 - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales – Services de construction	R2810D	(2017-08-17);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2016-01-28);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2015-02-25);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2550D	(2016-01-28);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2016-01-28);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
CG8	Règlement des différends	R2884D	(2016-01-28);
CG9	Garantie contractuelle	R2890D	(2014-06-26)
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
	Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D	(2015-02-25);

Conditions supplémentaires
 - e. Toute modification émise ou toute révision de l'offre recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
 - f. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'offrant avant l'acceptation de l'offre et
 - g. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC:
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de proposition de prix présenté.

PARTICULARITÉS DE L'OFFRE À COMMANDES (PO)

POC01 GÉNÉRALITÉS

1. L'offrant reconnaît qu'une offre à commandes n'est pas un contrat et que l'émission d'une offre à commandes et d'une autorisation de passer une commande subséquente n'oblige ni n'engage le Canada à acheter les travaux énumérés dans l'offre à commandes ou à établir un contrat cet effet.
2. L'offrant propose de fournir et de livrer au Canada les travaux décrits dans l'offre à commandes selon les prix établis dans l'offre à commandes lorsque l'autorité contractante pourrait demander les travaux conformément aux conditions du paragraphe 3 ci-après.
3. L'offrant comprend et convient :
 - a. qu'une commande subséquente d'une offre à commandes ne constituera un contrat que pour les services qui ont été commandés, pourvu que la commande soit faite conformément aux dispositions de l'offre à commandes;
 - b. que la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées pendant la période précisée dans l'offre à commandes;
 - c. que le Canada a le droit d'acheter les services précisés dans l'offre à commandes au moyen de tout autre contrat, offre à commandes ou méthode d'approvisionnement;
 - d. que l'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie;
 - e. que l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

POC02 PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES

La période au cours de laquelle on pourra passer des commandes subséquentes dans le cadre de l'offre à commande sera de trois (3) ans de 3 ans avec 2 périodes optionnelles d'un an, à partir de la date de début identifiée à l'offre à commande.

Par les présentes, l'entrepreneur reconnaît au Canada le droit irrévocable de se prévaloir de 2 options de renouvellement de 12 mois consécutifs supplémentaires, selon les mêmes modalités et conditions que celles établies dans l'offre à commandes. Il est important de noter que le Canada n'est aucunement obligé d'exercer cette option. Le Canada pourra, à sa seule et entière discrétion, exercer l'option en faisant parvenir à l'entrepreneur un avis écrit au moins trente (30) jours avant la date d'expiration du contrat ou de la période optionnelle.

POC03 LIMITE DES DÉPENSES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES

L'offre à commandes sera établie avec une limite maximale de dépenses de \$60 000.00 (taxes applicables comprises) pour chacune des commandes subséquentes.

POC04 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES

1. Les travaux seront commandés comme suit :
 - a. Le Représentant du Ministère déterminera l'étendue des travaux à fournir.
 - b. Pour chaque commande subséquente on fournira l'énoncé des travaux et l'offrant présentera une proposition au Représentant du Ministère conformément aux tarifs unitaires fixes établis dans l'offre à commandes. La proposition de l'offrant comprendra l'ensemble des travaux tel que spécifié incluant l'immobilisation, les sous-traitants, les matériaux, la main d'œuvre l'outillage, frais d'administration et de supervision incluant le(s) permis de construction selon les normes et règlements.
2. L'offrant sera autorisé par écrit à exécuter les travaux par l'autorité contractante qui établira une commande subséquente l'offre à commandes en utilisant le formulaire 2829.

3. On doit discuter avec le Représentant du Ministère de tous les changements qu'on propose d'apporter à l'étendue des travaux; toutefois, ces changements ne pourront être autorisés qu'au moyen d'un modificatif établi par l'autorité contractante.

POC05 RESPONSABLES DE L'OFFRE À COMMANDES

Le responsable de l'autorité contractante de l'offre à commandes est :

Nom : Ken Ngan
Titre : Spécialiste en approvisionnement
Département : Services publics et Approvisionnement Canada
Direction : Marchés immobiliers
Téléphone : 604-671-0219
Courriel : ken.ngan@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante de l'offre à commandes est chargée de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. Elle est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

Le responsable de l'autorité technique pour l'offre à commandes est :

Le responsable de l'autorité technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquent à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

Nom : _____
Titre : _____
Département : _____
Direction : _____
Téléphone : ____ - ____ - _____
Courriel : _____

L'offrant retenue pour l'offre à commande est :

Nom : _____
Contact : _____
Adresse : _____
Téléphone : ____ - ____ - _____
Courriel : _____

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE, LIEU DE SAUVEGARDE DES DOCUMENTS.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes,
une cote de sécurité d'installation valable au niveau **SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle
canadienne (DSIC) de **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)**.
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET ou FIABILITÉ tel que requis**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu),
reproduite
ci-joint à l'Annexe A;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

CS02 CONDITIONS D'ASSURANCE

- 1) Polices d'assurance
 - a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
 - b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.
- 2) Période d'assurance
 - a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution et demeurer en vigueur pendant toute la durée de de l'offre à commande.
 - b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.
- 3) Preuve d'assurance
 - a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de son offre, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
 - b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

- 4) Indemnités d'assurance
En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.
- 5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CS03 INTERPRÉTATION

La Condition générale CG1.1.2 de la clause R2810D est modifiée pour inclure les nouvelles terminologies suivantes

- « Services d'architecture et de génie » :
services pour fournir une gamme de rapports d'enquêtes et de recommandations, la planification, la conception, la préparation ou la supervision de travaux de construction, de réparation, de rénovation ou de restauration et inclut les services de gestion de contrats, de projets immobiliers.
- « Services de construction » :
la construction, la réparation, la rénovation ou la restauration d'un ouvrage à l'exception d'un navire et qui comprend; la fourniture et l'érection d'une structure préfabriquée; le dragage; la démolition; les services environnementaux liés à un bien immobilier; ou, la location d'outillage destiné directement ou indirectement à l'exécution des services de construction mentionnés ci-dessus.
- « Services d'entretien d'installations » :
services liés aux activités normalement associées à l'entretien d'une installation et le maintien des espaces, des structures et des infrastructures en bon état de fonctionnement, d'une manière routinière, prévue ou anticipée pour éviter la défaillance et / ou la dégradation, incluant des services d'inspections, d'essais, d'entretien, de classification quant à l'état de fonctionnement, de réparations, de reconstruction et de remise en état, ainsi que la fourniture de services d'entretien ménager, d'enlèvement des déchets, de déneigement, d'entretien des pelouses, de remplacement des revêtements de sol, d'appareils d'éclairage ou de plomberie, de peinture, et autres petits travaux.

APPENDICE 1 - DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ

(Texte provenant partie de la Politique d'inadmissibilité et de suspension <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html> en date du 2016-04-04)

Liste des noms : Tous les offrants, peu importe leur situation au titre de la Politique, doivent présenter les renseignements ci-dessous au moment de prendre part à un processus d'approvisionnement ou à une transaction immobilière :

- les offrants constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une offre à titre de coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les administrateurs actuels ou, dans le cas d'une entreprise privée, des propriétaires de la société;
- les offrants déposant une offre à titre d'entreprise à propriétaire unique, y compris ceux déposant une offre en tant que coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les propriétaires;
- les offrants déposant une offre à titre de société en nom collectif n'ont pas à soumettre une liste de noms.

Si la liste des noms n'a pas été fournie à la fin de l'évaluation des offres ou des offres ou dans le cadre d'un processus d'approvisionnement ou d'une transaction immobilière où aucune offre ne sera présentée, l'autorité contractante informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel il doit donner l'information. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire d'attribution d'un accord immobilier ou d'un contrat. Le défaut de fournir la liste des noms dans le délai prescrit rendra l'offre irrecevable, ou autrement entraînera l'exclusion de l'offrant du processus d'attribution de l'accord immobilier ou du contrat.

This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

APPENDICE 2 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

SPÉCIFICATION

MÉTIERS GÉNÉRAUX DE L'ÉLECTRICITÉ

BASE DES FORCES CANADIENNES COMOX

LAZO, C.-B.

DATE : 31 mai 2018

1. GÉNÉRALITÉS

- a. Les services fournis en vertu de cette entente comprennent, entre autres, l'affectation d'électriciens et de techniciens en électricité qualifiés et la fourniture de matériaux pour de la construction, de l'inspection et de l'entretien électriques à la Base des Forces canadiennes Comox, sur le NCSM Quadra, à Seal Bay, et à tout autre lieu éloigné où le commandant du détachement Comox, Opérations immobilières (Pacifique) juge que des travaux doivent être réalisés selon les besoins.
- b. L'entrepreneur doit détenir une licence valide et de catégorie A en électricité pour représentant de la sécurité sur le terrain.
- c. L'entrepreneur doit s'assurer qu'un électricien qualifié possédant une qualification de compagnon Sceau rouge est présent sur le chantier en tout temps.
- d. L'entrepreneur doit s'assurer que chaque homme de métier possède l'ensemble des outils et du matériel nécessaires pour effectuer tout travail. Le commandant, détachement de Comox, Opérations immobilières (Pacifique), ou son représentant délégué, sera responsable de l'orientation technique.
- e. L'entrepreneur devra obtenir une habilitation de sécurité pour son entreprise et ses employés sélectionnés.

2. EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ (F1005D)

Renseignements PROTÉGÉ : aucune Autorisation de détenir des renseignements

- a. Le titulaire doit, en tout temps pendant l'exécution du contrat, détenir une attestation valide de vérification d'organisation désignée (VOD) émise par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- b. CHAQUE employé de l'entrepreneur qui doit accéder à de l'information, à des biens ou à des lieux PROTÉGÉS doit détenir une COTE DE FIABILITÉ valide approuvée par la DSICI, TPSGC.
- c. Le titulaire NE DOIT PAS sortir des renseignements ou des biens PROTÉGÉS des lieux de travail visés et doit s'assurer que ses employés sont au courant de cette restriction et qu'ils la respectent.
- d. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité ne doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
- e. Le titulaire doit respecter les dispositions des documents suivants :
 - i. liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, ci-jointe;
 - ii. manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

3. DÉFINITIONS

- a. « L'ingénieur » désigne le commandant, détachement de Comox, Opérations immobilières (Pacifique), ou son représentant délégué.
- b. Une « journée de travail normale » dure de 7 h à 15 h 30 du lundi au vendredi, sans compter les jours fériés.

4. RENDEMENT AU TRAVAIL

Les services doivent satisfaire aux exigences de l'ingénieur.

5. COMMANDE SUBSÉQUENTE À UNE OFFRE À COMMANDES

L'entrepreneur doit s'assurer que du personnel qualifié adéquat est disponible. Les travaux seront exigés sur demande et doivent être autorisés sur un formulaire de commande subséquente à une offre à commandes (CF 42).

6. TRANSPORT

L'entrepreneur doit assurer le transport sur le chantier et hors du chantier de ses employés et des outils et matériaux nécessaires pour la réalisation des travaux prévus par cette entente.

7. RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

a. Qualité d'exécution et matériaux

L'entrepreneur doit remplacer à ses propres frais les matériaux défectueux et mal installés que l'ingénieur lui aura signalés. Tous les travaux couverts dans le présent accord doivent être exécutés par des gens de métier qualifiés. L'entrepreneur est tenu d'exécuter les travaux comme requis pour la somme qui a été initialement proposée. Les travaux ne sont pas considérés comme terminés avant que l'ingénieur les ait tous inspectés et approuvés.

b. Instructions du fabricant

Il incombe à l'entrepreneur de suivre les instructions du fabricant pour l'utilisation ou l'installation d'un matériau ou d'un produit. Si ces instructions entrent en conflit avec la portée initiale du contrat, il doit communiquer avec l'ingénieur et attendre d'autres instructions avant de réaliser les travaux.

c. Signalement de détérioration ou de dommages

Il faut signaler à l'ingénieur tous les dommages et toutes les détériorations constatés pendant l'exécution du contrat, mais qui ne sont pas inclus dans la portée des travaux.

d. Conditions météorologiques

L'entrepreneur doit s'assurer que les conditions météorologiques ne l'empêchent pas d'utiliser ou d'entreposer les matériaux.

e. Codes, normes et règlements

Il incombe à l'entrepreneur d'observer tous les codes, toutes les normes et tous les règlements en vigueur régissant ou limitant la manière dont le contrat est exécuté. En cas de conflit d'obligations, la plus rigoureuse doit s'appliquer, à moins que l'ingénieur n'en décide autrement. Avant que les travaux commencent, il incombe à l'entrepreneur de signaler à l'ingénieur tout écart par rapport aux codes, normes et règlements en vigueur qui pourraient être présents dans la portée des travaux du projet ou leurs spécifications.

f. Sécurité des chantiers

L'entrepreneur doit respecter les sections applicables de la partie 8 du Code national du bâtiment du Canada sur les mesures de sécurité en construction et toutes les autres dispositions applicables des lois fédérales, provinciales et municipales sur la sécurité, pour prévenir les accidents ou les blessures sur le lieu de travail ou autour de celui-ci.

L'entrepreneur doit fournir un plan de sécurité écrit.

g. SIMDUT

i. L'entrepreneur doit se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) concernant l'utilisation, la manipulation, l'entreposage et l'élimination des matières dangereuses, ainsi que l'étiquetage et la présentation de fiches signalétiques acceptables par Travail Canada et Santé et Bien-être social Canada.

- ii. L'entrepreneur doit distribuer des copies des fiches techniques du SIMDUT à l'ingénieur lors de la livraison des matériaux.
- h. Protection

L'entrepreneur doit constamment protéger les personnes, les véhicules, l'équipement ou d'autres installations environnantes des activités du chantier à l'aide de toiles de protection, de barrières, de panneaux d'avertissement, d'éclairage ou d'autres moyens de protection que l'ingénieur considère comme nécessaires.
- i. Réparations

Il incombe à l'entrepreneur de réparer à ses frais les dommages causés par son travail aux biens du MDN ou à des biens privés.
- j. Résiliation

Des matériaux défectueux, une exécution du travail insatisfaisante ou une dérogation non autorisée au cahier des charges peuvent entraîner la résiliation du contrat.
- k. Nettoyage

Toutes les zones de travail doivent être nettoyées et rangées à la fin de chaque journée de travail. Tous les rebuts, les débris, les canettes vides, etc., doivent être retirés de la propriété du MDN. L'entrepreneur ne doit pas utiliser les bennes à ordures de la base. S'il est nécessaire à un moment ou à un autre d'éliminer des restes de matériaux dans un site d'enfouissement, le prix de déchargement courant doit être facturé et le reçu doit être joint à la facture. Les frais de déchargement ne seront remboursés qu'à la réception de la facture. Les factures pour le déchargement de matériaux recyclables ne seront acceptées sous aucun prétexte.
- l. Permis et licences

Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir, s'il y a lieu :

 - i. les licences et permis provinciaux nécessaires;
 - ii. les permis et licences du ministère de la Défense nationale;
 - iii. les licences et permis de la base des Forces canadiennes (il faut des permis de la base pour travailler dans les zones exiguës et pour tous les travaux à haute température).
- m. Inspections de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit achever ses travaux suffisamment à l'avance pour pouvoir en aviser l'ingénieur et les faire inspecter et approuver avant la date d'achèvement.
- n. Sécurité du site

Les entrepreneurs doivent prendre toutes les précautions raisonnables à l'égard du verrouillage des bâtiments vides et des sites sécurisés sous leur supervision. Les clés doivent être rendues immédiatement une fois les travaux terminés. Si les clés ne sont pas rendues à temps, l'entrepreneur pourrait être tenu responsable des frais encourus pour le remplacement des serrures.
- o. Sous-traitance
 - i. La responsabilité de tous les sous-traitants incombe uniquement à l'entrepreneur général.
 - ii. Tous les sous-traitants doivent être approuvés au préalable par l'ingénieur.
 - iii. Tous les sous-traitants doivent être entièrement à jour dans les licences et les qualifications de leur métier respectif pour exécuter les travaux prescrits.

iv. Tous les sous-traitants doivent détenir une habilitation de sécurité conformément au paragraphe 2.

p. Services

- i. Les services doivent être fournis au besoin et être disponibles dans un délai de cinq (5) jours civils, sauf en cas d'urgence.
- ii. L'entrepreneur doit répondre aux appels d'urgence dans un délai de deux (2) heures.
- iii. L'entrepreneur doit accepter toutes les demandes d'inspection ou de réparation de l'ingénieur ou de son représentant autorisé selon les besoins. Toutes les demandes de services seront confirmées par écrit sur le formulaire CF 942 (Commande subséquente à une offre à commandes).
- iv. Les gens de métier fournis en vertu de ce contrat doivent être entièrement qualifiés dans leur métier respectif, avec une expérience reconnue de compagnon qualifié.
- v. Les apprentis doivent avoir démontré leur expérience dans leur métier respectif et travailler sous la supervision d'un compagnon qualifié.

7. FACTURES ET PAIEMENTS

a. Devis

- i. Un devis écrit doit être envoyé par télécopieur ou courriel à l'inspecteur des contrats de l'ingénieur sur demande, sans frais pour le MDN, et contenir (s'il y a lieu) tous les renseignements demandés à l'alinéa 7.b.ii.

b. Factures

- i. Toute facture présentée pour paiement doit inclure le numéro du formulaire CF 942 (Commande subséquente à une offre à commandes).
- ii. Les factures doivent comprendre une ventilation des coûts comme suit :
 - .1 le taux de rémunération et le nombre d'heures de travail pour chaque ouvrier;
 - .2 une liste détaillée des matériaux utilisés, avec leur coût, sur chaque facture présentée pour paiement;
 - .3 le total calculé;
 - .4 la taxe sur les produits et services (TPS) indiquée séparément;
 - .5 une copie des factures payées aux sous-traitants, le cas échéant, doit accompagner la facture aux fins de comparaison;
 - .6 lorsqu'un rabais ou une majoration est applicable, l'inscrire séparément.
- iii. Les factures soumises pour paiement sur lesquelles il manque des renseignements seront retournées à l'entrepreneur, qui devra les corriger avant la certification en vue du paiement.

8. SERVICES TEMPORAIRES

À la discrétion de l'ingénieur, une alimentation en électricité et en eau peut être fournie temporairement et gratuitement à partir des points d'alimentation existants.

9. MATÉRIAUX RÉCUPÉRÉS

Sauf indication contraire de l'ingénieur, tous les matériaux récupérés et les rebuts appartiendront à l'entrepreneur.

10. GARANTIE

L'entrepreneur doit garantir tous les matériaux et la qualité du travail pour une période d'un an après l'achèvement des travaux prévus dans l'accord.

APPENDICE 3 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION OU MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation concernant l'offre technique, et l'offre financière.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

Les critères techniques obligatoires et les critères techniques cotés sont énoncés à l'appendice 4 – Évaluation technique.

1.2 Évaluation financière

Les soumissionnaires seront évalués sur la base des renseignements fournis au terme de l'appendice 5 – Proposition de prix — évaluation financière, conformément à la procédure établie à l'appendice 3 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection.

1.2.1 Critères financiers obligatoires

Les soumissionnaires doivent indiquer des prix fermes pour toutes les catégories de ressources énumérées à l'appendice 5 – Proposition de prix – évaluation financière.

1.2.2 Évaluation du prix

A0222T (2014-06-26), Évaluation du prix

2. Méthode de sélection

2.2 Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

- 2.2.1** Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
- (a) respecter toutes les exigences de l'appel d'offres;
 - (b) satisfaire à tous les critères techniques obligatoires;
 - (c) obtenir la note de passage de soixante pour cent (70%) pour chaque critère technique (voir 2.2.7.);
 - (d) avoir un prix ne dépassant pas 1,25 % du prix moyen offert.

Toutes les propositions de prix dépassant par plus de vingt-cinq pour cent (25%) le prix moyen seront rejetées et écartées du processus.

L'évaluation se fait sur une échelle de 100 points.

- 2.2.2** Les soumissions qui ne répondent pas aux a, b, c ou d seront déclarées non recevables.
- 2.2.3** La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 40% sera accordée au mérite technique et une proportion de 60% sera accordée au prix.
- 2.2.4** Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit: le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 40%.
- 2.2.5** Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 60%.
- 2.2.6** Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
- 2.2.7** La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie:

Pour qu'une offre soit prise en considération, les soumissionnaires doivent obtenir la note de passage minimale pour chaque critère technique précisé ci-dessus.

Les dossiers des soumissionnaires qui n'ont pas obtenu la note de passage ne seront pas pris en compte.

3. Évaluation financière

Les enveloppes des soumissions financières associées aux soumissions recevables ayant obtenu la note de passage minimale seront ouvertes à la fin de l'évaluation technique.

Les soumissionnaires seront évalués en fonction du taux horaire indiqué dans le formulaire de proposition financière qui constitue l'appendice 5. Le taux horaire sera multiplié par un facteur pondéré préétabli pour chacune des catégories d'employés qui devraient être appelés à exécuter les travaux

3.1 Note financière totale

La note financière totale (NFT) se fondera sur le taux évalué de la soumission (TES) le plus bas. Le TES le plus bas issu de toutes les soumissions techniquement recevables totalisera 100 points pour la NFT. La NFT des autres soumissions techniquement recevables sera calculée de la manière suivante :

$$\text{NFT de la soumission} = (\text{plus bas TES issu de toutes les soumissions techniquement recevables}) / (\text{TES de la soumission}) \times 100 \text{ points}$$

3.2 Méthode de sélection – résultat global le plus élevé sur le plan du mérite technique et du prix

3.2.1 La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 40 % sera accordée au mérite technique et une proportion de 60 % sera accordée au prix.

3.2.2 Pour chaque soumission recevable, la note combinée globale correspondra à la somme de la note du mérite technique et de celle du prix.

3.2.3 La soumission recevable ayant obtenu le plus de points pour le mérite technique ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement acceptée. Les trois soumissions recevables ayant obtenu la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix seront recommandées pour l'attribution d'un contrat de la manière suivante :

Le tableau ci-dessous montre un exemple de trois soumissions recevables. Le choix de l'entrepreneur y est établi en fonction d'un rapport de 40/60 pour le mérite technique et le prix, respectivement. Le nombre total de points pondérés pouvant être accordé est de 70, et le prix évalué le plus bas est de 100 \$.

Méthode de sélection – Note combinée la plus élevée pour le mérite technique (40 %) et le prix (60 %)

	Soumissionnaire		
	Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale (NTG)	65/70	40/70	60/70
Taux évalué de la soumission (TES)	120	Non conforme sur le plan technique	100
Calculs			
Note pour le mérite technique	$65/70 \times 40 = 37.14$		$60/70 \times 40 = 34.28$
Note pour le prix (NFT)	$100/120 \times 60 = 50.00$		$100/100 \times 60 = 60.00$

Note combinée	87.14		94.28
Note globale	2 nd		1 st

4. Notes totales

On établira les notes totales de la façon suivante:

Cote	Plage d'évaluation	% de la note totale	Note (Points)
Évaluation technique	0 – 70	40	0 – 40
Évaluation financière	0 – 100	60	0 – 60
Note totale		100	0 - 100

ANNEXE 4 – CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES

L'offre doit être conforme à toutes les exigences et spécifications mentionnées dans les présentes, y compris :

- LES CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES;
- LES CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS.

DANS LE CAS CONTRAIRE, VOTRE OFFRE POURRAIT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME NON RECEVABLE ET ÉCARTÉE SANS AUTRE EXAMEN.

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	SATISFAIT
L'entrepreneur doit détenir une licence valide et de catégorie A en électricité pour représentant de la sécurité sur le terrain.	Oui Non
L'entrepreneur doit s'assurer qu'un électricien qualifié possédant une qualification de compagnon Sceau rouge est présent sur le chantier en tout temps.	Oui Non
<p>EXPÉRIENCE ANTÉRIEURE : L'entrepreneur doit posséder une expérience de 5 années consécutives en services d'installation et d'entretien électriques, acquise au cours des 10 dernières années, pour des contrats d'importance et de portée similaires à ce qu'on trouve dans la demande de soumissions. L'importance et la portée similaires se définissent comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un complexe servant aux mêmes fins ou de même type (p. ex. commercial, industriel, entrepôt, hangars, bureaux); - un complexe avec un nombre et une variété similaires de bâtiments et d'équipement. 	<p>Oui Non</p> <p>Voir le tableau ci-dessous.</p>
RÉFÉRENCES : L'entrepreneur doit fournir des références écrites de deux (2) clients (y compris pour l'expérience antérieure) qui indiquent clairement qu'il a de bons antécédents en matière de prestation de services d'installation et d'entretien électriques de portée similaire. Pour chaque référence, le soumissionnaire doit fournir le nom du client et ses coordonnées. Les références seront vérifiées.	Oui Non
TOUS les employés qui travaillent sur un chantier doivent avoir reçu une formation d'électricien respectant la norme CSA Z462-2015 sur la gestion des risques d'arcs et de décharges électriques (système de formation sur la sécurité en matière d'électricité ou ESTS).	Oui Non
Tous les employés qui travaillent sur le site doivent avoir suivi une formation sur le SIMDUT.	Oui Non
L'entrepreneur doit fournir un plan de sécurité d'entreprise écrit.	Oui Non
L'entrepreneur doit fournir un plan environnemental d'entreprise écrit.	Oui Non
Habilitations de sécurité : à la date de clôture des soumissions, toutes les ressources doivent avoir les habilitations de sécurité requise (VOD ou ASI) pour accéder au site.	Oui Non
Sécurité et code criminel : Les fournisseurs doivent certifier, avant la date de clôture des soumissions, que ni eux ni leurs administrateurs n'ont été reconnus coupables d'une infraction en vertu du Code canadien du travail ou d'une loi provinciale sur le travail ou l'emploi. Le fournisseur atteste également qu'il n'a été déclaré coupable d'aucune infraction, autre qu'une infraction pour laquelle un pardon a été accordé, en vertu de l'article 121, 124 ou 418 du Code criminel.	Oui Non

Les tableaux suivants sont fournis pour votre convenance. Cependant, si vous avez besoin de plus d'espace, vous pouvez également soumettre les renseignements requis dans d'autres formats.

Entreprise> Expérience antérieure : **L'entrepreneur doit posséder une expérience de 5 années consécutives en services électriques, acquise au cours des 10 dernières années, pour des contrats d'importance et de portée similaires à ce qu'on trouve dans la demande de soumissions**, et il doit fournir les renseignements suivants pour chaque projet.

Projet 1 : _____

CONTRAT :	
Brève description des travaux	
Lieu (adresse)	
Type d'installation	
Durée (de/à), au moins 2 années consécutives	
Valeur monétaire par mois	
Nombre d'employés à temps plein ou partiel	
Personne-ressource actuelle (nom et numéro de téléphone du client)	

Projet 2 : _____

CONTRAT :	
Brève description des travaux	
Lieu (adresse)	
Type d'installation	
Durée (de/à), au moins 2 années consécutives	
Valeur monétaire par mois	
Nombre d'employés à temps plein ou partiel	
Personne-ressource actuelle (nom et numéro de téléphone du client)	

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS

À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES RENSEIGNEMENTS EXIGÉS POUR ÉVALUER VOTRE SOUMISSION DOIVENT ÊTRE INCLUS DANS VOTRE RÉPONSE À LA DEMANDE DE SOUMISSIONS. À DÉFAUT DE QUOI, VOTRE SOUMISSION PEUT ÊTRE DÉCLARÉE NON RECEVABLE ET ÉCARTÉE SANS AUTRE EXAMEN.

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAX. DE POINTS
ORGANISATION GLOBALE : fournir un organigramme du personnel de l'entreprise (jusqu'à 2 points) pour cette exigence spécifique en respectant l'énoncé des travaux. Cet organigramme doit préciser les rôles et les responsabilités : <ul style="list-style-type: none"> 01. du superviseur de chantier (jusqu'à 6 points); 02. des employés individuels (jusqu'à 4 points); 03. du gestionnaire général du contrat (jusqu'à 3 points). 	15
EXPÉRIENCE GLOBALE DE L'ORGANISATION > <ul style="list-style-type: none"> - Années d'expérience en installation ou entretien électriques de feux de piste ou dans un aéroport (jusqu'à 5 points) - Projets d'installation ou d'entretien d'appareillage de commutation ou de transformateurs à haute tension (jusqu'à 6 points) 	11
ÉTUDES, FORMATIONS, ATTESTATIONS > Superviseur de chantier UNIQUEMENT. Le soumissionnaire doit énumérer toutes ses études, formations et attestations pertinentes. Plus précisément : <ul style="list-style-type: none"> 01. les attestations en services d'électricité d'une institution reconnue (jusqu'à 3 points); 02. les formations en santé et sécurité (jusqu'à 5 points); 03. les formations en premiers soins (jusqu'à 2 points); 04. les autres études, formations et attestations pertinentes** liées aux services d'électricité (jusqu'à 5 points). <p><i>** Remarque : des points seront attribués pour les programmes de formation interne de l'entrepreneur qui couvrent chaque élément susmentionné. Les entrepreneurs doivent être en mesure de fournir sur demande dans un délai de 48 heures des copies de leurs programmes de formation interne, leur description ou la liste des documents de formation (c.-à-d. livres, vidéos) comme documents à l'appui afin d'obtenir ces points.</i></p>	15
EXPÉRIENCE > Superviseur de chantier UNIQUEMENT > Le soumissionnaire doit indiquer le nombre de ses années : <ul style="list-style-type: none"> a) d'expérience globale dans les services d'électricité (jusqu'à 2 points par année pour un maximum de 10 points); b) d'expérience en supervision de chantier (jusqu'à 3 points par année pour un maximum de 9 points). 	19
EXPÉRIENCE, ÉTUDES, FORMATIONS, ATTESTATIONS MINIMALES > tous les autres employés des services d'électricité sur le chantier UNIQUEMENT. Le soumissionnaire doit énumérer toutes leurs études, formations et attestations pertinentes. Le soumissionnaire doit indiquer les qualifications minimales que le personnel des services d'électricité a ou aura avant de travailler sur ce contrat.	10

<p>Plus précisément :</p> <p>05. l'expérience en services d'électricité (jusqu'à 4 points);</p> <p>06. les formations en santé et sécurité ou en premiers soins (jusqu'à 2 points);</p> <p>07. les autres études, formations et attestations pertinentes** liées aux services d'électricité (jusqu'à 4 points).</p> <p><i>** Remarque : des points seront attribués pour les programmes de formation interne de l'entrepreneur qui couvrent chaque élément susmentionné. Les entrepreneurs doivent être en mesure de fournir sur demande dans un délai de 48 heures des copies de leurs programmes de formation interne, leur description ou la liste des documents de formation (c.-à-d. livres, vidéos) comme documents à l'appui afin d'obtenir ces points.</i></p>	
<p>MAXIMUM DE POINTS POSSIBLE</p>	<p>70</p>
<p>NOTE DE PASSAGE (70 %)*</p>	<p>49*</p>
<p>CHAQUE CRITÈRE DOIT ÊTRE ÉGAL OU SUPÉRIEUR À 70 % SINON VOTRE SOUMISSION SERA JUGÉE NON RECEVABLE ET REJETÉE SANS AUTRE EXAMEN.</p>	

APPENDICE 5 - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

Évaluation financière

Les soumissionnaires doivent fournir leur proposition de prix/taux dans une **enveloppe scellée séparée**. À défaut de quoi la soumission sera déclarée non recevable et ne sera pas prise en compte pour l'attribution du contrat.

Ces pourcentages sont fixés aux fins d'évaluation du taux seulement et ils seront appliqués au cours de l'évaluation pour déterminer un taux horaire pondéré.

Afin de s'assurer qu'on déposera des tarifs horaires équitables et concurrentiels pour chacun des postes énumérés, on devra respecter rigoureusement l'exigence suivante : les soumissionnaires doivent fournir un tarif horaire pour chaque poste énuméré. Si l'entrepreneur compte moins de personnel que ce qui est indiqué, fournir un taux horaire qui correspond à chaque poste indiqué. Le taux horaire proposé doit être égal ou supérieur au taux horaire prévu pour le poste énuméré par la suite. Par exemple, si l'entrepreneur n'a pas de personnel intermédiaire, le taux horaire proposé doit être égal ou supérieur au taux horaire indiqué pour le personnel subalterne. Le taux horaire pour toute catégorie donnée du personnel ne peut pas être 0 \$ ou zéro. À défaut d'indiquer un taux horaire pour chaque poste énuméré, la proposition sera jugée irrecevable.

- 1) Les articles indiqués dans le barème de prix unitaire comprennent notamment les salaires, le temps et les frais de déplacement, les indemnités, la supervision, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances, l'utilisation de tous les outils, l'équipement et autre, les coûts indirects, les profits et tous les autres engagements, quels qu'ils soient.
- 2) Le matériel indéterminé doit être remboursé au prix net, comme il est indiqué sur les factures, plus une majoration déterminée en fonction du barème de prix de la présente offre. « Coût net » désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour les matériaux requis par les travaux, et comprend les frais d'emballage, de traitement et de livraison, moins les escomptes accordés à l'offrant. La majoration de l'offrant pour le matériel indéterminé couvre les frais généraux, le profit et toutes les autres dépenses, quelles qu'elles soient.
- 3) Les prix indiqués dans le barème de prix de la présente offre incluent toutes les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables.
 1. Toutefois, ils n'incluent pas le montant de la TPS ou de la TVH. Les montants adéquats de la TPS/TVH seront payés par le Canada à l'offrant, en plus des montants payés conformément au montant du contrat. L'offrant devra verser la somme appropriée à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.
 2. Les sommes versées par le Canada pour l'équipement spécial de l'offrant non couvert par le barème de prix et nécessaire sur le chantier ne doivent pas être supérieures au tarif de location local en vigueur pour un tel équipement, ou au tarif publié par l'association de construction locale pour un tel équipement, selon le plus bas prix.
 3. Prix
 1. Les taux horaires demandés dans l'offre et l'approbation de types de service précis doivent correspondre au coût total pour effectuer les travaux, y compris, sans toutefois s'y limiter :
 1. la main-d'œuvre, y compris la supervision, les indemnités et l'assurance responsabilité;
 2. le temps de déplacement;
 3. le transport ou les dépenses d'automobile;
 4. les outils et l'équipement;
 5. les coûts indirects et le profit;
 6. tous les frais accessoires, autres que l'achat de matériaux et de pièces de rechange, liés à la main-d'œuvre.

4) Prix

L'offrant convient que les prix ci-après sont les prix susmentionnés :

1.) Tableau des prix unitaires – Taux

A) Années 1 et 2

Taux de rappel : Les taux de rappels fermes tout compris doivent être fondés uniquement sur les voyages aller-retour à partir des installations de l'entrepreneur aux lieux de travail précisés ci-dessous. Les pleins taux ne doivent être facturés qu'une seule fois par appel.

Élément	Taux de rappel ferme	TPP*	Quantité estimative de voyages	Prix unitaire	Prix total estimatif
1	Détachement de Holberg (à environ 330 km au nord de la 19 ^e escadre Comox)	_____ minutes	2	_____ \$	_____ \$

*TPP – Temps de déplacement prévu (en minutes) est à sens unique de la base du fournisseur au chantier de construction susmentionné.

La base du fournisseur se trouve à :

Élé men t	Catégorie de main-d'œuvre, de produits ou d'installation	Unité	Quantités estimations	Prix unitaire	Prix total estimatif
2	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes. Durant les heures normales : de 7 h 30 à 15 h 30, du lundi au vendredi inclusivement i) Compagnon électricien qualifié ii) Apprenti électricien	Par heure Par heure	1000 heures 200 heures	_____ \$ _____ \$	_____ \$ _____ \$
3	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes. En dehors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés. i) Compagnon électricien qualifié ii) Apprenti électricien	Par heure Par heure	40 heures 40 heures	_____ \$ _____ \$	_____ \$ _____ \$
4	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes. Taux fermes pour urgences : En tout temps selon la demande, sur place dans les quatre (4) heures de la réception de la commande i) Compagnon électricien qualifié ii) Apprenti électricien	Par heure Par heure	8 heures 8 heures	_____ \$ _____ \$	_____ \$ _____ \$

5	Prix unitaire ferme pour chaque permis ou attestation requis pour les travaux (y compris les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'obtention et à l'émission du permis ou de l'attestation.)	Pour chaque permis ou attestation	50 permis ou attestations	_____ \$	_____ \$

Élément		Dépenses ou unités estimatives	Pourcentage de majoration	Frais estimés avec majoration
6	Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour des pièces de remplacement et des matériaux non spécifiés ainsi que des sous-traitants. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'indemnité. (100 000 \$ + majoration de % =)	100 000,00 \$	_____ %	_____ \$
7	Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour la location d'équipement spécialisé. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'indemnité. (10 000 \$ + majoration de % =)	10 000 \$	_____ %	_____ \$
Sous-total (A) : Somme totale estimative pour les années 1 et 2, TPS en sus (éléments 1 à 7)				_____ \$

B) Année 3

Taux de rappel : Les taux de rappel fermes tout compris doivent être fondés uniquement sur les voyages aller-retour à partir des installations de l'entrepreneur aux lieux de travail précisés ci-dessous. Les pleins taux ne doivent être facturés qu'une seule fois par appel.

Élément	Taux de rappel ferme	TPP	Quantité estimative de voyages	Prix unitaire	Prix total estimatif
1	Détachement de Holberg (à environ 330 km au nord de la 19 ^e escadre Comox)	_____ minutes	1	_____ \$	_____ \$

***TPP – Temps de déplacement prévu (en minutes) est à sens unique de la base du fournisseur au chantier de construction susmentionné.**

La base du fournisseur se trouve à :

Élément	Catégorie de main-d'œuvre, de produits ou d'installation	Unité	Quantités estimatives	Prix unitaire	Prix total estimatif
2	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes. Durant les heures normales : de 7 h 30 à 15 h 30, du lundi au vendredi inclusivement iii) Compagnon électricien qualifié iv) Apprenti électricien	Par heure Par heure	500 heures 100 heures	_____ \$ _____ \$	_____ \$ _____ \$
3	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes. Hors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés. iii) Compagnon électricien qualifié iv) Apprenti électricien	Par heure Par heure	20 heures 20 heures	_____ \$ _____ \$	_____ \$ _____ \$
4	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes. Taux d'urgence fixes : En tout temps selon la demande, sur place dans les quatre (4) heures de la réception de la commande iii) Compagnon électricien qualifié iv) Apprenti électricien	Par heure Par heure	4 heures 4 heures	_____ \$ _____ \$	_____ \$ _____ \$
5	Prix unitaire ferme pour chaque permis ou attestation requis pour les travaux (y compris les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'obtention et à l'émission du permis ou de l'attestation.)	Pour chaque permis ou attestation	25 permis ou attestations	_____ \$	_____ \$

Élément		Dépenses estimatives	Pourcentage de majoration (%) ou taux ferme (\$)	Frais estimés avec majoration
6	Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour des pièces de remplacement et des matériaux non spécifiés ainsi que des sous-traitants. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'indemnité. (50 000 \$ + majoration de % =)	50 000 \$	_____ %	_____ \$
7	Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour la location d'équipement spécialisé. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'indemnité. (5 000 \$ + majoration de % =)	5 000 \$	_____ %	_____ \$
Sous-total (B) : Somme totale estimative pour l'année 3, TPS en sus (éléments 1 à 7)				_____ \$

C) Option Année 1

Taux de rappel : Les taux de rappel fermes tout compris doivent être fondés uniquement sur les voyages aller-retour à partir des installations de l'entrepreneur aux lieux de travail précisés ci-dessous. Les pleins taux ne doivent être facturés qu'une seule fois par appel.

Élément	Taux de rappel ferme	TPP	Quantité estimative de voyages	Prix unitaire	Prix total estimatif
1	Détachement de Holberg (à environ 330 km au nord de la 19 ^e escadre Comox)	_____ minutes	1	_____ \$	_____ \$

*TPP – Temps de déplacement prévu (en minutes) est à sens unique de la base du fournisseur au chantier de construction susmentionné.

La base du fournisseur se trouve à :

Élément	Catégorie de main-d'œuvre, de produits ou d'installation	Unité	Quantités estimatives	Prix unitaire	Prix total estimatif
2	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes. Durant les heures normales : de 7 h 30 à 15 h 30, du lundi au vendredi inclusivement v) Compagnon électricien qualifié vi) Apprenti électricien	Par heure Par heure	500 heures 100 heures	_____ \$ _____ \$	_____ \$ _____ \$
3	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes. Hors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés. v) Compagnon électricien qualifié vi) Apprenti électricien	Par heure Par heure	20 heures 20 heures	_____ \$ _____ \$	_____ \$ _____ \$
4	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes. Taux d'urgence fixes : En tout temps selon la demande, sur place dans les quatre (4) heures de la réception de la commande v) Compagnon électricien qualifié vi) Apprenti électricien	Par heure Par heure	4 heures 4 heures	_____ \$ _____ \$	_____ \$ _____ \$
5	Prix unitaire ferme pour chaque permis ou attestation requis pour les travaux (y compris les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'obtention et à l'émission du permis ou de l'attestation.)	Pour chaque permis ou attestation	25 permis ou attestations	_____ \$	_____ \$

Élément		Dépenses estimatives	Pourcentage de majoration (%) ou taux ferme (\$)	Frais estimés avec majoration
6	Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour des pièces de remplacement et des matériaux non spécifiés ainsi que des sous-traitants. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'indemnité. (50 000 \$ + majoration de % =)	50 000 \$	_____ %	_____ \$
7	Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour la location d'équipement spécialisé. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'indemnité. (5 000 \$ + majoration de % =)	5 000 \$	_____ %	_____ \$
Sous-total (C) : Somme totale estimative pour l'option année 1, TPS en sus (éléments 1 à 7)				_____ \$

D) Option Année 2

Taux de rappel : Les taux de rappel fermes tout compris doivent être fondés uniquement sur les voyages aller-retour à partir des installations de l'entrepreneur aux lieux de travail précisés ci-dessous. Les pleins taux ne doivent être facturés qu'une seule fois par appel.

Élément	Taux de rappel ferme	TPP	Quantité estimative de voyages	Prix unitaire	Prix total estimatif
1	Détachement de Holberg (à environ 330 km au nord de la 19 ^e escadre Comox)	_____ minutes	1	_____ \$	_____ \$

***TPP – Temps de déplacement prévu (en minutes) est à sens unique de la base du fournisseur au chantier de construction susmentionné.**

La base du fournisseur se trouve à :

Élément	Catégorie de main-d'œuvre, de produits ou d'installation	Unité	Quantités estimative s	Prix unitaire	Prix total estimatif
2	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes. Durant les heures normales : de 7 h 30 à 15 h 30, du lundi au vendredi inclusivement vii) Compagnon électricien qualifié viii) Apprenti électricien	Par heure Par heure	500 heures 100 heures	_____ \$ _____ \$	_____ \$ _____ \$

3	<p>Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.</p> <p>Hors des heures normales : Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés. vii) Compagnon électricien qualifié viii) Apprenti électricien</p>	<p>Par heure</p> <p>Par heure</p>	<p>20 heures</p> <p>20 heures</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>
4	<p>Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.</p> <p>Taux d'urgence fixes : En tout temps selon la demande, sur place dans les quatre (4) heures de la réception de la commande vii) Compagnon électricien qualifié viii) Apprenti électricien</p>	<p>Par heure</p> <p>Par heure</p>	<p>4 heures</p> <p>4 heures</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>	<p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>
5	<p>Prix unitaire ferme pour chaque permis ou attestation requis pour les travaux (y compris les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'obtention et à l'émission du permis ou de l'attestation.)</p>	<p>Pour chaque permis ou attestation</p>	<p>25 permis ou attestations</p>	<p>_____ \$</p>	<p>_____ \$</p>

Élément		Dépenses estimatives	Pourcentage de majoration (%) ou taux ferme (\$)	Frais estimés avec majoration
6	<p>Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour des pièces de remplacement et des matériaux non spécifiés ainsi que des sous-traitants. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'indemnité. (50 000 \$ + majoration de % =)</p>	<p>50 000 \$</p>	<p>_____ %</p>	<p>_____ \$</p>
7	<p>Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour la location d'équipement spécialisé. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'indemnité. (5 000 \$ + majoration de % =)</p>	<p>5 000 \$</p>	<p>_____ %</p>	<p>_____ \$</p>
<p>Sous-total (D) : Somme totale estimative pour l'option année 2, TPS en sus (éléments 1 à 7)</p>				<p>_____ \$</p>

TAUX ÉVALUÉ TOTAL :

Sous-total (A) + (B) + (C) + (D) : Somme totale estimative pour les années 1 et 2, TPS en sus	Taux total évalué (TPS en sus)
(A) _____ \$ + (B) _____ \$ + (C) _____ \$ + (D) _____ \$	_____ \$

On rejettera d'emblée toutes les propositions de prix au taux total évalué accusant un écart de plus de 25 % au-dessus du prix moyen.

Frais de déplacement et de subsistance – Repas et hébergement (exclusivement pour les travaux exécutés dans la zone de détachement de Holberg)

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour les frais généraux ou le profit, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisés dans la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor, et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Site Web : <http://www.tbs-sct.gc.ca/psm-fpdm/pay-remuneration/travel-deplacements/menu-travel-voyage-fra.asp>

Tous les voyages doivent être préalablement autorisés par le gestionnaire de projet ou le gestionnaire intérimaire pendant son absence.

PERSONNES-RESSOURCES DU FOURNISSEUR : Les noms, titres et numéros de téléphone des membres du personnel permanent de l'offrant approuvés pour recevoir des demandes des utilisateurs désignés :

NOM	TITRE	N° DE TÉLÉPHONE :	COURRIEL

VALIDATION**NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DE L'OFFRANT**

Nom: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____ Télécopieur: _____ NEA _____

Adresse courriel : _____

Le Numéro d'organisation du Programme de sécurité industrielle _____
(si requis)

SIGNATURE

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom de l'offrant (Tapés ou lettres moulées)

Signature

Date

APPENDICE 6 - RAPPORTS PÉRIODIQUE

Nom	Numéro de téléphone	Courriel

à Ministère de la Défense nationale,
Base des Forces canadiennes (BFC) Comox,
PO Box 1000, Stn Main
Lazo (Colombie-Britannique) V0R 2K0

RAPPORT SEMESTRIEL SUR LE VOLUME D'ACTIVITÉ

FOURNISSEUR : _____

RAPPORT POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT : _____

Description des travaux	Numéro de commande subséquente	Facture globale (taxes incluses)

RAPPORT NÉANT : Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral durant cette période.

PRÉPARÉ PAR : _____

NOM : _____

SIGNATURE : _____

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE : _____

APPENDICE 7 – ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

(page 1 de 2)

INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui soumissionnent pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les soumissionnaires ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à : www.cra-arc.gc.ca. Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées à la page 2 de 2 aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti * autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien.

Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à la page 2 de 2.

Si vous acceptez, veuillez compléter et apposer votre signature à la page 2 de 2.

** Le ratio compagnon/apprenti, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrérés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.*

Attestation volontaire

(A être volontairement retourner avec la soumission)
(page 2 de 2)

Avis; L'entrepreneur sera appelé à compléter à tous les six mois ou à la fin des travaux un rapport tel qu'inclus à l'annexe C « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats ».

Nom: _____

Signature: _____

Nom de la compagnie: _____

Dénomination sociale: _____

Numéro de l'invitation à soumissionner: _____

Nombre d'employés de l'entreprise: _____

Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat: _____

Métiers spécialisés de ces apprentis;

ANNEXE A - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

(attaché séparément)

ANNEXE B - ATTESTATION D'ASSURANCE

(Pour informations seulement, n'est pas requise lors du dépôt de soumission)



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 1 de 2

Description et emplacement des travaux Offre à commandes pour construction et entretien électriques généraux Base des Forces canadiennes Comox, Lazo, C.-B. et autres endroits en C.-B.	N° de contrat. W6862-190061/001/PWY
	N° de projet W6862-190061

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code postal
Nom de l'assuré (Entrepreneur)	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code Postal
Assuré additionnel Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux				

Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
Responsabilité civile des entreprises Responsabilité complémentaire/exc édentaire.				Par sinistre	Global général annuel	Global - Risque après travaux
				\$	\$	\$
				\$	\$	\$
Assurance des chantiers / Risques d'installation				\$		

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) l'assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

Numéro de téléphone

Signature

Date J / M / A

Généralités

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue.

De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Responsabilité civile des entreprises

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.

La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :

- a) Dynamitage.
- b) Battage de pieux et travaux de caisson.
- c) Reprise en sous-œuvre.
- d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.

La police doit comporter:

- a) un « Plafond par sinistre » d'au moins **5 000 000 \$**;
- b) un « Plafond global général » d'au moins **10 000 000 \$** par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujetti à une telle limite.
- c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins **5 000 000 \$**.

Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.

Assurance des chantiers / Risques d'installation

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par la plus récente édition des formulaires BAC 4042 et BAC 4047.

Le contrat doit permettre la mise en service et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.

Le contrat d'assurance peut exclure ou avoir un avenant pour l'exclusion d'une garantie pour les pertes et dommages occasionnés par l'amiante, les champignons et spores, le cyber et le terrorisme.

La police doit avoir un plafond qui n'est **pas inférieur à la somme de la valeur du contrat** plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents contractuels de tout le matériel et équipement fourni par le Canada sur le chantier pour être incorporé aux travaux achevés et en faire partie. Si la valeur des travaux est modifiée, la police doit être modifiée pour refléter la valeur révisée du contrat.

Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu d'icelle doit être payée à sa Majesté ou selon les directives du Canada conformément à la CG10.2, « Indemnité d'assurance » (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2900D/2>).

ANNEXE C - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (exemple)

(Ce rapport volontaire n'est pas requis lors du dépôt de l'offre)

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité.

Nombre d'apprentis embauchés	Métier spécialisé

ANNEXE D - LISTE DES SOUS-TRAITANTS (Pourrais être demandé lors de commandes subséquente)

- 1) Conformément à la clause IG06 – Liste des sous-traitants et fournisseurs des Instructions générales, l'offrant devrait accompagner son offre d'une liste de sous-traitants.
- 2) L'offrant devrait soumettre la liste des sous-traitants pour toute partie des travaux dont la valeur équivaut à au moins 20 % du prix de l'offre.

	Sous-traitant	Division
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6862-19008j

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASS

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL) LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Detachment Comox/ Real Property Operations (Pacific)
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance N/A		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant N/A
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Standing Offer Agreement for the provision of qualified electrical tradesmen and materials for electrical construction work, inspection and/or maintenance.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of Information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8862-190061

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASS

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input checked="" type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux : See Security Guide for details.

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

ON-DUTY PREMISES UNSCREENED
PERSONNEL MAY ONLY ACCESS
PUBLIC/RECEPTION ZONES

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat W6862-190061
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASS

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées) EE Aumont, Capt.	Title - Titre RP Ops Pacific (Comox) Reqt Off	Signature 	
Telephone No. - N° de téléphone 250-339-8211 6021	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel Emilie.Aumont@forces.gc.ca	Date 25-June-18

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature 	
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date 27 June 2018

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?
Des instructions supplémentaires (p.ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
------------------------------------	--

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées) Ken Ngan	Title - Titre Supply Specialist	Signature 	
Telephone No. - N° de téléphone 604-671-0219	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel ken.ngan@pwgsc.gc.ca	Date 2018-09-19

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature Curran, Marie Catherine Rose	
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date

Digitally signed by Curran, Marie
Catherine Rose
Date: 2018.07.20 14:31:35 -04'00'



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Security Requirement Checklist (SRCL) Supplemental Security Guide

Part A - Multiple Release Restrictions: Security Guide							
To be completed in addition to SRCL question 7.b) when release restrictions are therein identified. Indicate to which levels of information release restrictions apply. Make note in the chart if a level of information bears multiple restrictions (e.g. a portion of the SECRET information bears the caveat Canadian Eyes Only while the remainder of the SECRET information has no release restrictions.)							
Canadian Information							
Citizenship Restriction	PROTECTED			CLASSIFIED			
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	TOP SECRET (SIGINT)
No Release Restrictions							
Not Releasable							
Restricted to:							
Permanent Residents Included*							
NATO Information							
Citizenship Restriction	NATO UNCLASSIFIED		NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	
All NATO Countries							
Restricted to:							
Permanent Residents Included*							
Foreign Information							
Citizenship Restriction	PROTECTED			CLASSIFIED			
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	TOP SECRET (SIGINT)
No Release Restrictions							
Restricted to :							
Permanent Residents Included*							
COMSEC Information							
Citizenship Restriction	PROTECTED			CLASSIFIED			
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	TOP SECRET (SIGINT)
Not Releasable							
Restricted to:							

*When release restrictions are indicated, specify if permanent residents are allowed to be included.

Security Requirement Checklist (SRCL) Supplemental Security Guide

Part B - Multiple Levels of Personnel Screening: Security Classification Guide W6862-190060 <small>To be completed in addition to SRCL question 10.a) when multiple levels of personnel screening are therein identified. Indicate which personnel screening levels are required for which portions of the work/access involved in the contract.</small>			
Level of Personnel Clearance (e.g. Reliability, Secret)	Position / Description/Task	Access to sites and/or information. Levels of Information to be accessed.	Citizenship Restriction (if any)
Reliability	Supply, Install, Inspect and Maintain Electrical Distribution Equipment.	Operational Zones	N/A
Secret	Supply, Install, Inspect and Maintain Electrical Distribution Equipment.	Security Zones	N/A
Uncleared	Supply, Install, Inspect and Maintain Electrical Distribution Equipment.	Reception Zones Public Zones	N/A

Part C – Safeguards / Information Technology (IT) Media – 11d = yes

OTHER SECURITY INTRUCTIONS

<p>Escorts still required on active airfield for safety reasons.</p> <p>Escorts still required in specific Security Zones such as the QRA despite Secret Clearance.</p> <p>Escorts not required in Security and Operations Zones with appropriate clearances.</p> <p>Escorts not required outside Operations Zones.</p>

UNCLASSIFIED

NOTE: THIS IS A GUIDE ONLY. ONLY PWGSC/CISD SECURITY CLAUSES INCORPORATED INTO THE CONTRACT ARE CONSIDERED LEGALLY BINDING. THIS GUIDE IS FOR THE USE OF THE DND PROJECT/TECHNICAL/SCIENTIFIC AUTHORITY AND PWGSC/CISD. IT SHOULD NOT FORM PART OF THE CONTRACTUAL DOCUMENTATION TO BE DELIVERED TO THE CONTRACTOR.

Security Guide to W6862-190061

- Nil Security Requirement exists for this contract other than, personnel working on this procurement require, as a minimum, a **RELIABILITY STATUS and/or SECRET** Security Clearance at the required level before access to the secure site is granted. Contractor personnel working on DND sites shall abide by the National Defence Security Orders & Directives (NDSOD's) as well as any Information Technology publications that may apply. DND Unit Security Supervisors are responsible to brief Contractor employees on these policies and any other security instructions/policies as required.
- Prior to allowing access to secure premises, confirmation of Contractor personnel's security clearances must be forwarded on a Visit Clearance Request (DSS-DMA 1810 form) through the Canadian and International Industrial Security Division (CIISD) of Public Works & Government Services Canada (PWGSC) for approval (in accordance with Chapter 40 of the NDSP), and bear the name of this contract/project/program/contract number and the Project Officer.
- At no time will the contractor personnel be allowed to have any access to Sensitive (CLASSIFIED/DESIGNATED) data/documentation/systems and assets.
- Subcontracts containing security requirements are prohibited without the prior written authority of CIISD/PWGSC.

DND Personnel:

The DND Contract Security Officer DPM Secur 3-4, is the contact person for information pertaining to security concerns identified in this procurement.

Industrial Personnel:

The Company Security Officer (CSO) or alternate may contact CIISD/PWGSC for information pertaining to security concerns identified in this procurement.

UNCLASSIFIED

